Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Perspectives économiques 2008-2009

Avril 2008

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
DE L'INDUSTRIE ET DE L'EMPLOI

Vue d'ensemble

L'économie mondiale est globalement restée dynamique en 2007. La vigueur de l'activité en Asie émergente et la relative bonne orientation de l'activité en Europe ont en effet compensé le moindre dynamisme de l'économie américaine au 2nd semestre. Toutefois, avec l'accentuation du ralentissement outre-Atlantique, l'économie mondiale devrait décélérer cette année avant de redémarrer progressivement l'an prochain.

En 2008, l'activité aux États-Unis serait affectée par la poursuite de l'ajustement dans le secteur immobilier, par la hausse du prix des matières premières agricoles et énergétiques et par le resserrement des conditions d'accès au crédit en raison notamment de la dégradation de la situation des institutions financières. Les politiques macroéconomiques soutiendraient cependant l'activité américaine de façon significative au 2nd semestre. Avec la normalisation dans le secteur immobilier et le repli de l'inflation, l'activité se redresserait l'an prochain.

L'activité dans le reste du monde suivrait un profil plus ou moins marqué en fonction du degré d'exposition des économies à l'affaiblissement de l'activité aux Etats-Unis. Le ralentissement américain peut se transmettre aux autres pays, avec une intensité variable selon les ressorts internes des économies, par le canal commercial ou le resserrement des conditions de financement.

Dans ce contexte, la situation de la zone euro apparaît relativement favorable. En raison de la bonne tenue du marché du travail, la demande interne est mieux à même de résister. Les facteurs externes et internes à l'origine du ralentissement de 2008 s'estomperaient graduellement en cours d'année et l'activité devrait réaccélérer en 2009.

Dans cet environnement international plus incertain, l'activité en France ralentirait modérément courant 2008 pour réaccélérer ensuite. La demande intérieure bénéficierait dès 2008 des réformes entreprises en faveur du pouvoir d'achat. La croissance serait comprise entre 1,7 % et 2,0 % en 2008. Elle s'établirait dans une fourchette comprise entre 1¾% et 2¼% en 2009, soutenues par les effets favorables des réformes, notamment structurelles, engagées par le gouvernement en 2007 et en 2008.

Ce scénario de croissance s'appuie sur une hypothèse prudente de prix du pétrole (prix du baril de *brent* se stabilisant à 100 USD) et une hypothèse conventionnelle de stabilité des taux de change (1€ = 1,54USD, moyenne observée en mars).

Principaux résultats et hypothèses des Perspectives économiques 2008-2009

	2007	2008	2009
PIB en France	1,9	1,7-2,0	1 ¾ -2 ¼
Demande mondiale de biens adressée à la France	5,2	3,9	5,3
Indice des prix à la consommation (moy. annuelle)	1,5	2,2	1,6
Etats-Unis	2,2	1,5	1,5
Zone euro	2,6	1,8	1,9
Allemagne	2,5	1,6	1,7
Italie	1,7	0,8	1,1
Taux de change euro/USD	1,37	1,53	1,54
Prix du baril de Brent, en USD	73	99	100

Environnement international de la zone euro

L'économie mondiale est restée globalement dynamique l'an dernier, en dépit de turbulences sur les marchés financiers à partir du 2nd semestre. La vigueur de l'activité en Asie émergente et la relative bonne orientation de l'activité en Europe ont en effet compensé la dégradation de l'activité aux Etats-Unis.

Le ralentissement de l'économie américaine s'est amplifié en fin d'année 2007.

Le ralentissement de l'économie américaine, initié à la mi-2006, s'est accentué en 2007. En moyenne annuelle l'activité a progressé de + 2,2% en 2007 contre + 2,9% en 2006. Plusieurs facteurs ont contribué à ce mouvement :

- l'investissement privé a décéléré en lien avec l'activité industrielle. Sur un an, le taux de croissance de l'investissement en équipement est passé de + 5,9% en 2006 à + 1,3% en 2007.
- le retournement dans le secteur de l'immobilier, déjà important à l'été 2007, s'est encore amplifié depuis. Il se manifeste d'abord par une forte baisse de l'investissement résidentiel (- 17,0% sur l'ensemble de l'année 2007) qui pèse sur l'activité du secteur de la construction. Son impact sur la consommation des ménages est défavorable car la décélération des prix immobiliers ne permet plus aux ménages de tirer profit de la hausse de la valeur de leurs maisons pour accroître leur consommation.
- la progression du revenu réel des ménages a ralenti en lien avec la décélération des revenus salariaux et non salariaux et de l'accélération des prix.

La consommation des ménages a ainsi ralenti au cours de l'année, passant d'un rythme annuel de +3,8% en fin 2006 à +2,3% fin 2007.
Enfin, la crise des *subprime* fragilise la situation des institutions financières qui, pour rétablir leurs bilans, ont durci leur offre de crédit aux ménages (notamment immobilier) et aux entreprises.
Seules les exportations, qui ont bénéficié de la dépréciation du dollar, soutiennent encore significativement la demande américaine en fin 2007.

L'activité en Asie est restée dynamique, notamment dans les grands pays émergents.

La croissance des pays émergents d'Asie est restée élevée (+9,0% après +8,8% en 2006) malgré le ralentissement de l'économie américaine. L'activité en Chine a continué d'accélérer malgré les mesures prises par le gouvernement pour limiter le risque inflationniste. Le resserrement de la politique monétaire est resté limité, l'appréciation du yuan également. L'activité est toujours tirée par les exportations et l'investissement. L'économie chinoise a continué à stimuler l'activité dans l'ensemble de l'Asie en raison de la forte intégration commerciale de la région, les exportations chinoises comportant une part importante de productions réalisées dans des pays voisins. Ainsi, les pays émergents d'Asie ont maintenu tout au long de l'année 2007 des rythmes de croissance soutenus.

Après un premier semestre quelque peu en retrait, l'activité japonaise a accéléré au second semestre, en lien avec un raffermissement de l'investissement des entreprises et des exportations vigoureuses en fin d'année 2007 du fait de la surchauffe en Chine. En revanche, les autres moteurs internes sont restés moins bien orientés : la consommation pâtit toujours d'une atonie des salaires malgré la poursuite de la baisse du taux de chômage et son

redressement reste tributaire d'une baisse du taux d'épargne. L'investissement résidentiel a fortement pesé sur l'activité et tout particulièrement au second semestre de 2007 en raison d'une modification de la loi sur les permis de construire. Au total, l'économie japonaise a ralenti légèrement à + 2,0% en 2007, après + 2,4% en 2006.

La croissance est restée forte dans les autres pays européens.

L'activité britannique est restée vigoureuse jusqu'au 4e trimestre de 2007. Elle a progressé de +3,1% en moyenne annuelle en 2007, après +2,9% en 2006. En fin d'année, la hausse des prix de l'énergie affecte le pouvoir d'achat des ménages.

Les pays d'Europe centrale et orientale ont connu une croissance toujours dynamique en 2007 tirée à la fois par des facteurs internes et externes. L'activité a bénéficié de la poursuite de l'expansion en zone euro et en Allemagne, et d'une demande intérieure qui reste vigoureuse. La croissance s'est établie à +5,4% en moyenne en 2007 après +5,8% en 2006.

L'activité en Russie est restée très bien orientée. Elle a tiré profit du cours toujours élevé des matières premières (gaz et pétrole) et de la bonne orientation de la demande intérieure, stimulée par la progression rapide des salaires réels, le développement du crédit et l'accélération de l'investissement.

L'activité mondiale devrait ralentir significativement dans le courant du premier semestre 2008 pour accélérer progressivement ensuite.

L'activité mondiale ralentirait significativement cette année notamment en lien avec l'atterrissage de l'économie américaine. Elle resterait cependant sur des rythmes de croissance élevés, toujours tirée par l'Asie émergente. En 2009, le redémarrage progressif de l'activité américaine permettrait une réaccélération graduelle de la croissance mondiale.

Les tensions apparues dans la sphère financière à l'été 2007 n'ont pas disparu au début de l'année 2008. Il n'est pas exclu que l'offre de crédit puisse ralentir significativement en raison de la dégradation des bilans bancaires dans les principales économies développées. Néanmoins, jusqu'ici, la distribution de crédit n'a pas montré de signe de faiblesse dans la zone euro où les crédits aux entreprises restent vigoureux.

La normalisation des cours boursiers ces derniers mois et le repli des prix de l'immobilier devraient pénaliser l'activité aux États-Unis et au Royaume-Uni. Dans la zone euro, leur influence sur l'économie réelle serait plus contenue.

Aux Etats-Unis, l'investissement des entreprises pâtirait du resserrement des conditions d'accès au crédit et de la chute des cours boursiers. Il reste difficile de prévoir l'horizon de la correction immobilière en cours, qui dure depuis déjà près de 2 ans. Par ailleurs, la hausse des prix et la dégradation sur le marché du travail limiteraient les gains de pouvoir d'achat des ménages.

En revanche, le plan de relance voté en février 2008 soutiendrait significativement la consommation des ménages. Par ailleurs, les exportations américaines tireraient pleinement profit de la dépréciation du dollar observée sur les trimestres récents. Avec la dissipation progressive des corrections en cours, l'activité se redresserait progressivement en 2009. Bénéficiant de la meilleure orientation des conditions financières, l'investissement immobilier

et l'investissement des entreprises accélèreraient progressivement. Les exportations bénéficieraient de la reprise du commerce mondial et des effets différés de la dépréciation du dollar. Au total, l'activité aux Etats-Unis progresserait de + 1,5 % en 2008 et en 2009.

Confrontée à des chocs relativement similaires (resserrement du crédit, consolidation du secteur immobilier résidentiel, hausse de l'inflation) mais de moindre ampleur qu'aux États-Unis, l'économie britannique ralentirait moins rapidement en 2008 et accélérerait plus vite l'an prochain que l'activité américaine. L'économie britannique devrait ainsi croître de +2,0% et de +2,2% respectivement en 2008 et 2009.

L'activité dans les pays émergents ralentirait aussi en 2008 pour réaccélérer en 2009. Elle constituerait un facteur de résilience important pour l'économie mondiale, en raison de fondamentaux solides. La Chine et l'Inde, bien qu'en ralentissement, continueraient à tirer l'activité dans l'ensemble de l'Asie. Ces pays bénéficieraient toujours des effets liés à la restructuration de leur appareil productif qui favorise les gains de productivité. Les pays exportateurs de matières premières tireraient aussi profit des gains passés de termes de l'échange liés à la hausse des prix du pétrole et des matières premières agricoles.

L'économie japonaise apparaît globalement peu touchée par les turbulences sur les marchés financiers (au-delà de leurs effets sur le marché des changes) et davantage sensible par le canal commercial au ralentissement de l'économie mondiale. L'affaiblissement de la croissance en début d'année 2008 ne serait donc que de courte durée, rebondissant avec la demande mondiale, et l'activité repartirait profitant de fondamentaux globalement sains. En particulier, le Japon bénéficierait d'un rééquilibrage de la croissance au profit de la consommation qui profiterait d'une hausse progressive des salaires nominaux un peu plus rapide que le redressement des prix à la consommation. La croissance resterait cependant en moyenne annuelle en deçà de son potentiel et atteindrait +1,2% en 2009.

Au total, la demande mondiale adressée à la zone euro, après avoir décéléré en 2007 du fait du ralentissement des importations britanniques et de la faiblesse des importations américaines, devrait se stabiliser progressivement courant 2008. Elle accélérerait tout au long de 2009, sans pour autant revenir aux rythmes de croissance observés en 2006.

Principaux résultats du scénario international

Croissance en %	**Poids (en %) (1)**	**2006**	**2007**	**2008 prévision**	**2009 prévision**
Etats-Unis	15	2,9	2,2	1,5	1,5
Japon	3	2,4	2,0	1,1	1,2
Royaume-Uni	16	2,9	3,1	2,0	2,2
Asie hors Japon	17	8,8	9,0	7,7	7,8
dont Chine	4	10,8	11,4	9,6	9,7
PECO	12	5,8	5,4	4,8	4,6
Amérique Latine	4	5,2	5,1	4,1	4,4
Demande mondiale adressée à la zone euro		11,0	6,6	6,4	7,4
Commerce mondial		9,2	5,9	4,5	5,8
Prix du pétrole		66	73	99	100

(1) Part dans les exportations de biens de la zone euro en 2005 (source : Eurostat)

L'activité en zone euro ralentirait en 2008 du fait de facteurs internes et externes et accélérerait graduellement en 2009

Dans un environnement international plus incertain à partir du second semestre, l'activité en zone euro est restée dynamique l'an dernier pour atteindre +2,6% en 2007, après +2,9% en 2006. La moins bonne orientation de l'activité chez les principaux partenaires de la zone euro et l'appréciation de l'euro ont pesé tout au long de 2007 sur les exportations. L'investissement n'a que faiblement ralenti du fait d'un taux d'utilisation des capacités élevé et du haut niveau de la profitabilité des entreprises. La consommation des ménages a également été contrariée mais de manière modérée en raison des bonnes performances en matière de créations d'emplois. Dans un contexte de moindre dynamisme de la demande intérieure, les importations ont aussi nettement ralenti.

L'activité en zone euro décélérerait significativement en 2008 tout en résistant relativement bien à l'affaiblissement de l'environnement international. La croissance redémarrerait graduellement en 2009.

La croissance de la zone euro s'établirait à +1,8% en 2008, après +2,6% en 2007. Le ralentissement de l'économie mondiale et l'appréciation passée de l'euro pèseraient sur les exportations de la zone. La demande intérieure serait aussi globalement moins bien orientée qu'en 2007. La consommation des ménages serait moins vigoureuse en raison notamment de l'accélération des prix. L'investissement immobilier serait affecté par le durcissement des conditions financières. La dégradation des perspectives de demande à la fois interne et externe limiterait la progression de l'investissement des entreprises.

La plupart des facteurs à l'origine du ralentissement actuel devraient s'estomper progressivement, permettant un regain de dynamisme de l'activité qui se rapprocherait de sa croissance potentielle au cours de l'année 2009. L'accélération progressive de l'activité mondiale bénéficierait aux exportations européennes. La consommation des ménages serait soutenue par le regain de dynamisme du revenu des ménages en raison du repli de l'inflation. Dans un contexte de demande plus porteur et sous l'hypothèse d'une normalisation des conditions sur les marchés du crédit, l'investissement des entreprises se redresserait.

Au total, la demande mondiale adressée à la France ralentirait en 2008, du fait de l'environnement international hors zone euro mais également du ralentissement de l'ensemble de nos partenaires de la zone euro, pour se redresser en 2009.

Dans un contexte de ralentissement de l'activité, l'inflation sous jacente de la zone euro resterait très contenue en 2008 à +1,7% en moyenne annuelle. Toutefois, l'inflation totale se redresserait sensiblement pour atteindre +2,8% dans la zone euro en moyenne annuelle, sous l'effet de la hausse des prix des matières premières. Sous l'hypothèse d'une stabilisation des prix du brent à 100 $ le baril, l'inflation se replierait rapidement pour revenir à 2% dans la zone euro en 2009.

La croissance deviendrait plus homogène au sein de la zone euro au cours des prochains trimestres.

En Allemagne, le redémarrage de la demande intérieure permettrait une croissance plus équilibrée en 2009. La consommation des ménages bénéficierait dès 2008 de la hausse des

salaires intervenue en début d'année et de la bonne tenue de l'emploi puis, en 2009, du reflux de l'inflation. L'investissement des entreprises et celui des ménages seraient temporairement bridés par le resserrement des conditions de crédit et le contre coup de la réforme du régime d'amortissement intervenue début 2008. Par la suite, la réforme de l'impôt sur les sociétés et le redémarrage de la demande favoriserait une reprise de l'investissement des entreprises. Les exportations allemandes suivraient le profil de l'activité mondiale et soutiendraient ainsi les créations d'emplois. Dans ces conditions, la croissance en Allemagne s'établirait à +1,6% en 2008 et à +1,7% en 2009 en moyenne annuelle, avec un profil en accélération graduelle sur la période.

En Italie, l'activité accélèrerait progressivement pour se rapprocher de son potentiel à l'horizon de la fin de 2009. Toutefois, l'Italie continuerait à perdre des parts de marché, sa compétitivité continuant à se dégrader du fait notamment de la vigueur de la progression des salaires et de faibles gains de productivité. La demande des ménages se redresserait progressivement mais moins rapidement que celle des entreprises en raison de la mauvaise orientation du marché du travail. Au total, l'activité en Italie ne progresserait que de +1,1% en 2009, après une croissance de +0,8% en 2008.

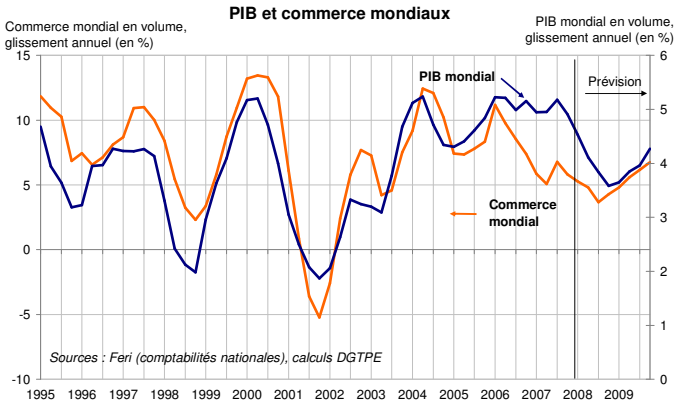
En Espagne, l'activité après avoir nettement ralenti en 2008 peinerait à redémarrer l'an prochain en raison de l'essoufflement de la demande des ménages, longtemps moteur de l'activité, et en dépit de l'embellie de l'environnement international. Les effets de richesse immobilière et les turbulences dans le secteur financier pèseraient particulièrement sur les ménages espagnols dont l'endettement est élevé et pour une large part à taux variable. Le ralentissement de l'immobilier résidentiel pèserait également directement sur l'investissement en logements. Le taux d'épargne se redresserait en lien notamment avec une orientation moins favorable du marché du travail. La croissance s'établirait à +2,3% en 2009, après +2,7% en 2008.

Croissance du PIB en zone euro et de la demande mondiale adressée à la France

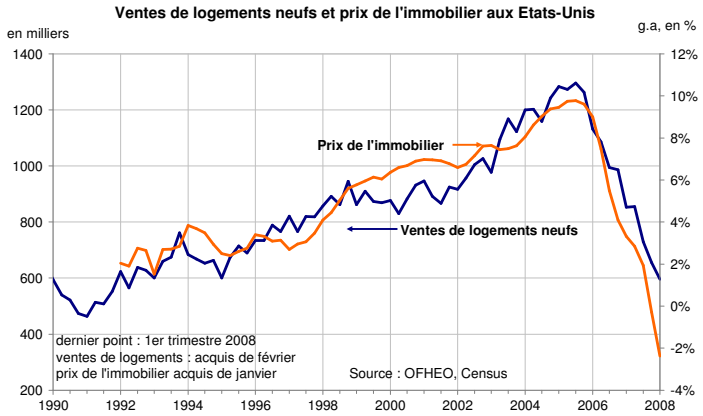
Croissance en % (cvs-cjo)	Poids (en %) (1)	2006	2007	2008 prévision	2009 prévision
Zone euro	49,4	2,9	2,6	1,8	1,9
dont Allemagne	14,4	3,1	2,5	1,6	1,7
dont Italie	9,0	1,9	1,7	0,8	1,1
dont Espagne	9,8	3,9	3,8	2,7	2,3
Demande mondiale adressée à la France		8,8	5,2	3,9	5,3

(1) Part dans les exportations françaises

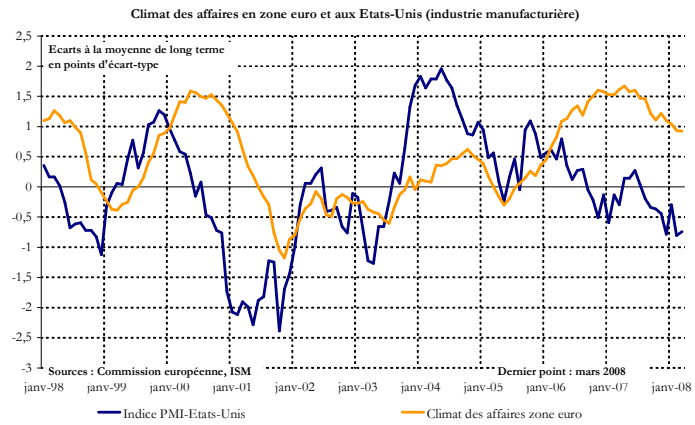
L'activité mondiale est restée dynamique jusqu'à la fin de 2007. Elle ralentirait courant 2008 pour réaccélérer progressivement en 2009. En prévision, le commerce mondial rejoindrait en fin de période un rythme de croissance proche de sa moyenne de longue période.



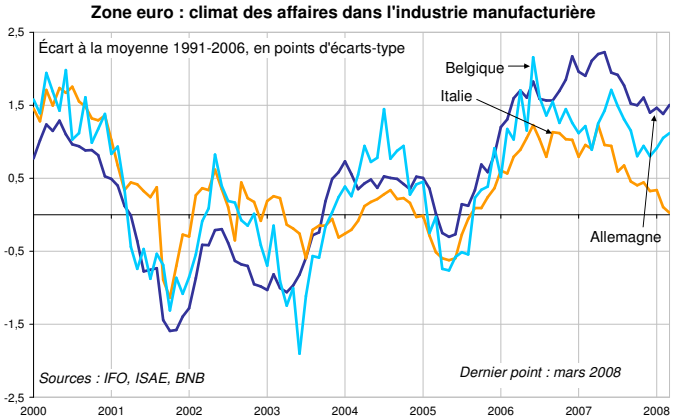
Aux États-Unis, le ralentissement de la demande sur le marché immobilier est manifeste depuis l'été 2006. Il se traduit par une baisse rapide des prix des maisons.



Après une longue phase de découplage avec les Etats-Unis (de début 2006 à mi-2007), le climat des affaires se tasse graduellement dans la zone euro depuis l'été 2007.



Au sein de la zone euro, le climat des affaires s'est dégradé au second semestre 2007 dans la plupart des Etats européens, mais se stabilise depuis quelques mois en Allemagne.



L'évolution de l'économie française

La demande intérieure a continué à soutenir l'activité en 2007 en lien notamment avec un dynamisme remarquable du marché du travail.

En 2007, le ralentissement de l'économie mondiale n'a que faiblement pesé sur l'activité en France en raison d'une demande intérieure dynamique. Selon les premières estimations réalisées sur la base des comptes trimestriels, la croissance se serait établie à +1,9% en 2007, après +2,0% en 2006.

Le ralentissement de l'activité chez nos principaux partenaires - du fait de l'orientation restrictive des politiques budgétaires en Allemagne et en Italie en début d'année 2007, et du retournement du marché immobilier en Espagne sur toute l'année dernière – ainsi que l'appréciation de l'euro ont conduit à un net ralentissement de nos exportations en 2007. Les exportations n'ont ainsi progressé que de +2,7% en 2007 après +5,5% en 2006.

La demande des entreprises est néanmoins restée dynamique : alors que le comportement de stockage a été globalement neutre sur l'année, les dépenses d'investissement ont accéléré en raison notamment de tensions persistantes sur l'appareil de production.

Les performances du marché du travail en France au cours de l'année 2007 ont été remarquables. Le taux de chômage a atteint son niveau le plus faible depuis 25 ans (+7,5%). Le rythme de créations d'emplois a été le plus vigoureux depuis l'année 2000 (+328 000 emplois créés dans l'ensemble de l'économie).

La consommation des ménages a été soutenue par le dynamisme du pouvoir d'achat qui a bénéficié notamment de créations d'emplois très vigoureuses et du niveau modéré de l'inflation jusqu'à l'automne 2007. L'investissement en logements a par ailleurs décéléré.

Après un 1er trimestre qui semble bien orienté, l'activité ralentirait légèrement en 2008 pour réaccélérer en 2009.

Pour les premiers mois de l'année 2008, les indicateurs disponibles (indice de la production manufacturière, exportations de produits manufacturés, chiffre d'affaires dans le commerce de gros, consommation des ménages en produits manufacturés) **montrent que l'activité française a bien résisté et pourrait croître à un rythme proche de son potentiel en début d'année.** De même, les enquêtes de conjoncture apparaissent globalement bien orientées. Un nouveau record historique de créations d'entreprises a une nouvelle fois été battu en février (+29 595), témoin d'anticipations des entrepreneurs français toujours bien orientées. De fait, l'indicateur synthétique de climat des affaires dans l'industrie s'est significativement redressé en mars.

Le **commerce extérieur** pâtirait en 2008 du ralentissement de la demande mondiale adressée à la France en lien avec l'affaiblissement de l'activité chez nos partenaires de la zone euro – notamment en Espagne – qui devrait limiter la progression de nos exportations (+2,5% en moyenne annuelle en 2008). Les entreprises exportatrices enregistreraient également les effets de l'appréciation de l'euro intervenue fin 2007 et début 2008. Néanmoins, les secteurs automobiles et aéronautiques devraient enregistrer de bonnes performances à l'export en 2008. En 2009, les exportations accéléreraient à environ +4¼%, en ligne avec la demande

étrangère. Les importations suivraient le profil de la demande intérieure : d'abord ralenties, elles reprendraient de la vigueur l'an prochain.

En 2008 et 2009, la **consommation des ménages** resterait un pilier important de la croissance. Elle progresserait en 2008 au même rythme qu'en 2007, légèrement au dessus de 2%, et accélèrerait en 2009 à +2,4%. Cette progression s'appuierait principalement sur la dynamique du pouvoir d'achat. Celui-ci serait soutenu en 2008 par des créations d'emplois toujours dynamiques et la progression des rémunérations effectives des salariés.

La politique économique devrait par ailleurs avoir une influence favorable significative sur le taux de croissance en France en 2008 et 2009.

Les mesures prises dans le cadre de la loi du 21 août 2007 sur le travail, l'emploi et le pouvoir d'achat – en particulier les allègements de prélèvements obligatoires sur les heures supplémentaires - , la monétisation des stocks de jours de réduction du temps de travail et les autres dispositifs prévus par la loi pour le pouvoir d'achat du 8 février 2008, ainsi que les effets de la loi pour le développement de la concurrence au service des consommateurs dans le secteur de la distribution permettront d'amortir une bonne partie des effets défavorables sur le pouvoir d'achat et la consommation consécutifs à la dégradation de l'environnement international. Plus de 500 000 entreprises ont déjà eu recours aux heures supplémentaires détaxées aux termes de la loi du 21 août 2007, qui vient ainsi diminuer le coût du travail pour les entreprises au moment où le contexte international s'assombrit. La loi du 21 août 2007 soutiendrait ainsi l'activité en 2008 à hauteur de 0,3 point de PIB. Au total, l'effet des mesures en faveur du pouvoir d'achat prises au cours des derniers mois (loi du 21 août 2007, loi sur le pouvoir d'achat, réforme de la loi Galland) a pu être évalué, à moyen terme, à près de 30Md€.

En 2009, une accélération du pouvoir d'achat des ménages serait rendue possible grâce au repli de l'inflation. La consommation serait aussi soutenue par une légère baisse du taux d'épargne, cohérente avec un comportement de lissage intertemporel : les ménages puiseraient quelque peu dans l'épargne accumulée après la très forte hausse de leur pouvoir d'achat intervenue en 2007. Dans un contexte de remontée du coût de l'emprunt après des niveaux historiquement bas au cours des dernières années, l'investissement logement décélèrerait légèrement en 2008 pour réaccélérer en 2009. Il tirerait profit de l'influence des déductions des intérêts d'emprunt immobiliers inscrites dans la loi sur le travail, l'emploi et le pouvoir d'achat.

L'investissement des entreprises suivrait le profil de la demande. Il progresserait de +3,1% en 2008 et de +4,1% en 2009 après +5,1% en 2007. Le resserrement des conditions de financement pèserait sur l'investissement en 2008 mais de manière limitée : les enquêtes auprès des institutions financières suggèrent qu'il serait plus marqué pour les projets d'investissements financiers plutôt que productifs.

Le **projet de loi de modernisation de l'économie** qui sera discuté au Parlement à la fin du printemps permettra une réforme du marché des biens et services. Il a notamment pour objectif de venir en aide aux entrepreneurs, et en particulier aux 321 000 nouvelles entreprises créées en 2007. Sachant qu'une entreprise nouvellement créée comporte entre 1,5 et 2 salariés en moyenne, l'enjeu pour la poursuite des créations d'emplois marchands est essentiel. Le projet de loi a aussi pour objectif de stimuler la concurrence au service du consommateur dans le secteur de la distribution. Un retour des marges commerciales dans ce secteur à leur niveau

antérieur au vote de la Loi Galland permettrait la création de près de 90 000 emplois dans l'économie. Les dispositifs de ce projet de loi sont de nature à soutenir la croissance d'environ 0,3% de PIB en 2009.

Dans ce contexte, la croissance française résisterait assez bien, comme le montrent déjà les indicateurs disponibles pour le 1er trimestre 2008, et s'inscrirait dans la fourchette de 1,7% - 2% en 2008 et de 1¾% - 2¼% en 2009.

Les créations d'emplois resteraient dynamiques.

Dans un contexte de ralentissement modéré de l'activité suivi d'un léger rebond, les créations d'emplois salariés marchands resteraient dynamiques en 2008 et en 2009.

Le repli du nombre de demandeurs d'emploi en février et le dynamisme de l'emploi dans le secteur de l'intérim depuis le début de l'année semblent indiquer que la bonne tendance du marché de l'emploi observée en 2007 ne devrait pas disparaître rapidement en 2008. De fait, la récente enquête de l'Unedic sur les prévisions d'embauches pour 2008 table sur une hausse de 6,1% des intentions d'embauches par rapport à 2007.

Les créations d'emplois seraient naturellement un peu en retrait par rapport au nombre exceptionnel enregistré en 2007, ce qui correspondrait à un retour graduel de la productivité apparente du travail vers sa tendance.

Au total, l'emploi salarié marchand non agricole progresserait en glissement annuel de + 160 000 en 2008 et de + 200 000 en 2009. L'emploi total continuerait à progresser d'environ + 190 000 emplois en 2008 et + 225 000 en 2009, permettant une poursuite de la baisse du taux de chômage, à un rythme un peu plus ralenti toutefois en 2008 après une année 2007 remarquable à cet égard.

A l'horizon 2009, la fusion déjà votée de l'ANPE et des Assedic permettra de mettre en place une offre de service renforcée en direction des entreprises et des demandeurs d'emploi pour réduire sensiblement le nombre d'offres d'emplois aujourd'hui non pourvues.

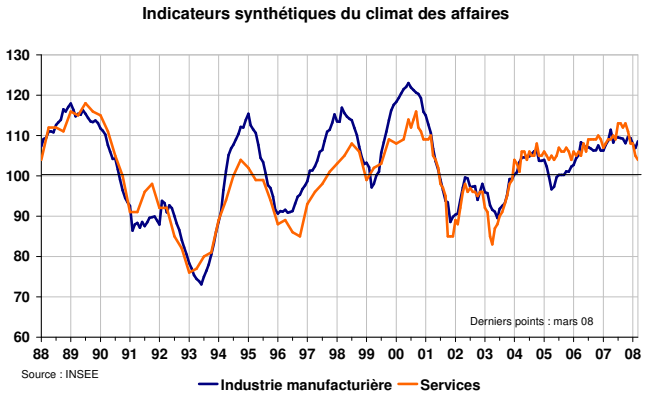
L'inflation se replierait dès la fin de l'année 2008.

L'inflation serait tirée en 2008 par la forte progression des prix des matières premières énergétiques et alimentaires. En moyenne annuelle, elle atteindrait +2,2% cette année. Sous l'hypothèse de stabilisation des prix du pétrole à 100 USD le baril de brent, la composante énergétique redeviendrait progressivement neutre en fin d'année et l'inflation retrouverait un rythme de progression plus modéré pour se replier à +1,6% en moyenne annuelle en 2009. L'inflation sous-jacente resterait très modérée à l'horizon de 2009. Elle bénéficierait des mesures prises pour renforcer la concurrence au service du consommateur, qui pèseront sur les prix notamment dans la grande distribution. Dans un contexte d'appréciation de l'euro, la concurrence internationale contraindrait aussi les industriels à ne pas accroître leurs marges.

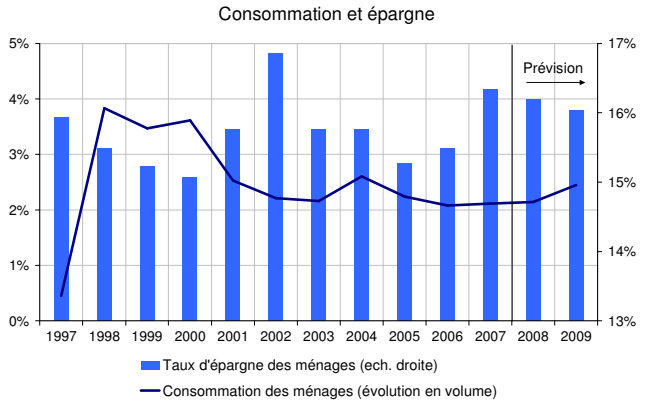
Principaux résultats pour la France

Croissance en %	2007	2008 prévision	2009 prévision
PIB	1,9	1,7 – 2,0	1 ¾ – 2 ¼
Consommation des ménages	2,1	2,1	2,4
Investissement	3,4	2,2	2,2
dont entreprises non financières	*5,1*	*3,1*	*4,1*
dont ménages	*1,4*	*0,9*	*1,8*
Variations de stocks (contribution)	0,1	0,0	0,0
Extérieur (contribution)	-0,4	-0,1	0,0
Exportations	*2,7*	*2,5*	*4,3*
Importations	*4,1*	*2,7*	*4,1*
Indice des prix à la consommation (moy. annuelle)	1,5	2,2	1,6

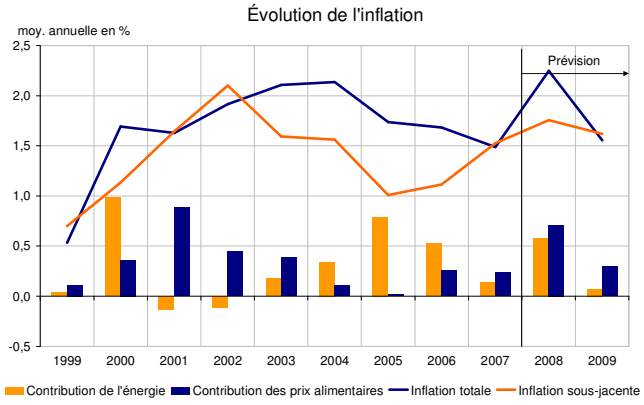
Les enquêtes de conjoncture disponibles en début d'année 2008 montrent que les anticipations des chefs d'entreprises sont restées relativement bien orientées.



La consommation des ménages resterait un des principaux moteurs de la croissance en France. Elle serait soutenue, en 2009, par un retour de l'inflation à des niveaux plus modérés.



L'inflation s'établirait à 2,2 % en 2008 et ralentirait à 1,6 % en 2009. La composante énergétique deviendrait progressivement plus neutre. L'environnement concurrentiel et les mesures prises pour favoriser la concurrence permettraient toujours de bénéficier d'une inflation sous-jacente faible.



Les aléas de la prévision

Les prévisions des perspectives économiques 2008-2009 décrivent un scénario où l'environnement international de la France, après un net ralentissement en 2008, se redresserait progressivement courant 2009. L'inflation ralentirait du fait de la stabilisation des prix du pétrole et des produits agricoles. En dépit de l'amélioration des conditions de crédit et du reflux de l'inflation, le retournement du marché immobilier pèserait encore sur l'activité aux Etats-Unis notamment au travers des effets directs de la baisse des prix sur la demande. L'économie européenne accélèrerait plus rapidement à la faveur de fondamentaux plus favorables, et notamment d'un niveau de solvabilité toujours élevé chez les agents privés. Dans ce scénario, la croissance en Asie resterait dynamique bien qu'en léger ralentissement du fait principalement du ralentissement américain.

Plusieurs incertitudes entourant ce scénario peuvent être évoquées :

- La demande intérieure privée en zone euro pourrait se révéler plus vigoureuse que ce qui est envisagé dans le scénario central.
- A l'inverse, les turbulences financières actuelles pourraient se prolonger et s'aggraver, ce qui pèserait sur les conditions d'accès au crédit des entreprises et des ménages notamment dans les pays développés, et en particulier anglo-saxons.
- Les taux de change et le prix du pétrole constituent par ailleurs des éléments récurrents d'incertitude pour la prévision.

Dans ce contexte, plusieurs scénarios alternatifs à la prévision retenue peuvent être envisagés. En particulier :

- Un premier scénario pourrait conjuguer une situation moins dégradée outre-Atlantique du fait d'une transmission moindre à la baisse qu'à la hausse des prix de l'immobilier à la consommation des ménages et une demande intérieure en zone euro plus dynamique. En Allemagne, la demande des ménages pourrait profiter de hausses de salaires plus fortes que celles envisagées dans le scénario central après plusieurs années de modération salariale et d'une baisse modérée du taux d'épargne dans un contexte de poursuite de la baisse du taux de chômage. En Espagne, l'ajustement sur le marché immobilier pourrait avoir un effet plus modéré que prévu dans la mesure où les surinvestissements sont principalement localisés dans le secteur du tourisme et qu'il reste un fort déficit de logements dans les grandes agglomérations espagnoles.

  Ce scénario d'amélioration plus rapide de l'environnement international se traduirait par un rebond plus rapide de l'activité dans l'ensemble de la zone euro, qui renforcerait l'investissement. La plus forte croissance inciterait les ménages à réduire leur épargne de précaution, alimentant davantage encore le retour de la croissance.

- Un second scénario correspondrait à une aggravation de la situation économique et financière aux États-Unis. Les conditions de financement continueraient à se dégrader au lieu de s'améliorer et les indices boursiers baisseraient davantage. Le principal canal de propagation serait celui du crédit, les banques restant durablement peu enclines à accorder des prêts au secteur privé. Le manque de financement pèserait en premier lieu sur l'investissement et la consommation. Dans un second temps, la chute des marchés boursiers exercerait également des effets négatifs sur la consommation

via des effets richesse, accentuant ainsi le ralentissement de l'activité. Une réaction des politiques économiques conjoncturelles serait alors probable dans ce contexte.

Le scénario central pourrait être affecté par ailleurs par des mouvements intervenant sur le marché des changes ainsi que sur les prix des matières premières.

- L'accroissement de la dette extérieure américaine, le ralentissement de l'activité outre-Atlantique ou des difficultés plus marquées dans le secteur financier américain pourraient renforcer l'inquiétude des investisseurs sur la soutenabilité du déficit courant américain. Dans ces conditions, le dollar serait poussé à la baisse. Si cette dépréciation se faisait principalement par une appréciation de l'euro face au dollar sans évolution significative des autres parités, et notamment en Asie, la croissance en Europe et en France serait ralentie.

  À l'inverse, des perspectives de croissance mieux orientées aux Etats-Unis en raison d'un moindre effet de la baisse des prix de l'immobilier sur la demande des ménages ou d'une normalisation plus rapide des marchés financiers pourraient pousser le dollar à la hausse. L'appréciation du dollar pourrait entraîner la plupart des devises asiatiques et du Moyen-Orient qui y sont plus ou moins ancrées. L'euro se dépréciant, l'activité serait stimulée en Europe.

- Les tensions sur le marché du pétrole pourraient se réduire plus fortement qu'envisagé en parallèle d'une hausse plus marquée des capacités de production, faisant rapidement baisser les cours du pétrole. L'activité mondiale en tirerait profit. À l'inverse, des tensions plus fortes sur les capacités de production pourraient pousser les cours à la hausse et peser sur l'activité mondiale.

  Il est possible que les cours des produits agricoles se replient sous l'effet du ralentissement de la demande mondiale et d'une hausse de la productivité agricole mondiale qui a particulièrement souffert de conditions climatiques défavorables l'an dernier. La croissance mondiale en serait soutenue. À l'inverse, l'élévation rapide du niveau de vie en Asie et la poursuite du développement des bio-carburants pourraient faire progresser la demande et en conséquence les prix agricoles plus rapidement qu'envisagé ce qui pèserait sur le pouvoir d'achat et la consommation.

Retour sur les prévisions de croissance pour les années 2007 et 2008

Selon les derniers chiffres de la comptabilité nationale trimestrielle, la croissance du PIB a été l'an dernier très proche de ce qui était envisagé à l'automne dans le projet de loi de finances pour 2008. Pour 2008, la prévision de croissance est révisée à la baisse afin de tenir compte principalement de la dégradation de l'environnent international, et en particulier de l'envolée du prix du baril et du renchérissement de l'euro.

Après avoir surpris positivement en 2007, l'environnement international de la France se révèlerait moins favorable qu'envisagé dans le Projet de loi de finances pour 2008, en lien notamment avec l'envolée du prix du pétrole et la hausse du cours de l'euro.

Pour 2007, la demande mondiale adressée à la France a été un peu plus dynamique qu'envisagé lors du Projet de loi de finances 2008. Cette évolution reflèterait un plus grand dynamisme du comportement d'importation de certains de nos pays partenaires en fin d'année plutôt qu'une révision marquée de l'activité dans ces pays.

Pour 2008, la demande mondiale adressée à la France évoluerait à un rythme moins dynamique qu'envisagé. L'activité serait en effet en retrait chez la plupart de nos partenaires. Dans la mesure où le retournement sur le marché immobilier semble se prolonger, le redémarrage de l'activité américaine serait un peu différé. Ce profil de ralentissement de l'activité se retrouve également en zone euro, de façon amortie, alors que le redémarrage de l'activité mondiale était envisagé pour 2008 à l'automne.

L'hypothèse retenue pour les prix du pétrole est plus élevée en prévision du fait, entre autre, de la moindre progression de la production pétrolière dans les pays n'appartenant pas à l'OPEP.

L'appréciation de l'euro face au dollar et en termes effectifs s'est poursuivie depuis l'automne 2007.

En 2007, la croissance française est très proche de ce qui était envisagé à l'automne dernier. Pour 2008, compte tenu de la dégradation de l'environnement international et notamment de l'envolée du prix du pétrole et du cours de l'euro, la fourchette de prévision se situe en dessous de celle retenue pour le Projet de loi de finances.

Pour 2007, le Projet de loi de finances était construit sur une hypothèse de croissance qui se situait dans le bas de la fourchette 2 – 2½%, si bien qu'avec une première estimation dans les comptes trimestriels de 1,9%, la croissance apparaît globalement en ligne avec ce qui était prévu à l'automne.

La consommation des ménages s'est montrée aussi vigoureuse que ce qui était envisagé, grâce à un pouvoir d'achat soutenu par la très bonne orientation de l'emploi. La demande des entreprises a aussi été vigoureuse.

Pour 2008, l'activité se situerait en dessous de la fourchette envisagée lors du Projet de loi de finances pour 2008. L'appréciation de l'euro et la hausse du prix du pétrole pèseraient sur le

solde commercial, et le rebond de l'inflation sur les gains de pouvoir d'achat des ménages. La consommation résisterait néanmoins, en lien surtout avec un marché du travail toujours relativement dynamique et un taux de chômage historiquement bas. L'investissement logement ralentirait un peu. Dans ce contexte moins porteur, la demande des entreprises serait également moins bien orientée.

Révision de la prévision de croissance du PIB

Évolution en %	2007		2008	
	PLF 2008	Avril 2008	PLF 2008	Avril 2008
Environnement international				
États-Unis	1,8	2,2	2,2	1,5
Royaume-Uni	2,9	3,1	2,3	2,0
Zone euro	2,6	2,6	2,3	1,8
Allemagne	2,6	2,5	2,3	1,6
Italie	1,7	1,7	1,5	0,8
Prix du baril de *brent*, en USD	68	73	73	99
Taux de change	1,35	1,37	1,37	1,53
Demande mondiale de biens adressée à la France	4,7	5,2	6,4	3,9
France				
PIB	2 – 2 ½ (1)	1,9	2 – 2 ½ (1)	1,7 - 2,0
Importations	4,4	4,1	5,5	2,7
Dépenses de consommation des ménages	2,0	2,1	2,5	2,1
FBCF totale	2,7	3,4	3,3	2,2
dont entreprises	4,5	5,1	4,8	3,1
Contributions des stocks à la croissance	0,1	0,1	0,0	0,0
Exportations	3,6	2,7	5,7	2,5
Indice des prix à la consommation	1,3	1,5	1,6	2,2

(1) Le PLF 2008 était construit sur l'hypothèse que la croissance 2007 serait proche du bas de la fourchette envisagée en mars 2007, soit proche de 2%. En 2008, le PLF a été construit sur une hypothèse de croissance médiane au sein de la fourchette envisagée.

Situation des finances publiques en 2008 et 2009

La stratégie du gouvernement pour 2008 et 2009 en matière de finances publiques consiste à poursuivre et accélérer les efforts engagés pour assurer une maîtrise stricte et durable de l'ensemble des dépenses publiques et relancer la croissance par d'importantes réformes structurelles. Cet effort accru sur la dépense publique devrait permettre une baisse du déficit qui reviendrait à 2,5 % du PIB en 2008 et 2,0 % du PIB en 2009.

En 2007, le déficit public s'est dégradé de 0,3 point de PIB pour atteindre 2,7 points de PIB.

L'Insee a notifié fin mars à la Commission européenne sa première estimation du déficit public 2007, soit 2,7 points de PIB. La dégradation par rapport à la prévision du projet de loi de finances pour 2008, de 0,3 point de PIB, reflète principalement deux facteurs :

- d'une part, une dégradation inattendue de l'ordre de 0,2 point de PIB du besoin de financement des collectivités locales, due à l'accroissement de leurs dépenses. Selon les premières indications disponibles, la hausse des dépenses de l'année 2007 serait liée à une progression plus marquée qu'attendu des dépenses, hors transferts de compétence.

- d'autre part, des retraitements comptables sur les recettes pour environ 0,1 point de PIB ; ces retraitements portent sur des recettes effectivement encaissées par le budget de l'Etat, mais qui ne sont pas prises en compte pour la réduction du déficit maastrichtien. Ils ont plus particulièrement concerné en 2007 la Coface. Cette société gère les garanties publiques destinées à soutenir les exportations françaises et verse annuellement des recettes à l'Etat au titre de son activité. Environ la moitié de ses versements 2007 n'a pas été prise en compte en comptabilité nationale.

Par ailleurs, deux autres effets de moindre ampleur se compensent :

- une amélioration du déficit du régime général de sécurité sociale (-9,5 Md€ contre -11,7 Md€ anticipé). Elle est due à des rentrées de CSG et de cotisations supérieures aux prévisions, et à la bonne tenue de la dépense, rendue possible par l'application du plan d'alerte décidé en juillet dernier par le gouvernement.

- des moins-values fiscales – notamment sur l'impôt sur le revenu – dues à certains crédits d'impôts, dont la prime pour l'emploi. En revanche, la norme de dépense du budget de l'Etat a été tenue.

Le taux de prélèvements obligatoires a baissé de 0,4 point de PIB pour atteindre 43,5 % du PIB, sous l'effet, notamment, de la réforme du barème de l'impôt sur le revenu et des mesures de la loi relative au travail, à l'emploi et au pouvoir d'achat (loi du 21 août 2007). Ce niveau est sensiblement inférieur à l'objectif de 44% prévu par le Gouvernement à l'automne dernier.

Hors le contrecoup du versement de la soulte de La Poste en 2006, le solde structurel (i.e. corrigé des fluctuations cycliques) est quasiment stable.

Par ailleurs, la dette publique au sens de Maastricht s'est établie à 64,2 % du PIB, soit le niveau annoncé par le Gouvernement à l'automne dernier.

En 2008, le déficit public serait ramené à 2,5 points de PIB, en amélioration de 0,2 point de PIB par rapport à 2007.

Cette amélioration s'inscrit dans le cadre d'un effort inédit de maîtrise de la dépense publique, qui ne croîtrait que de 0,9% en volume.

La norme de l'Etat à « zéro volume », soit une stabilité des dépenses en euros constants, a été étendue pour la première fois en 2008 aux prélèvements sur recettes versés aux collectivités territoriales et au profit de l'Union européenne. Le Gouvernement est déterminé à respecter cette norme de dépense telle qu'elle a été votée par le Parlement dans le projet de loi de finances pour 2008. A cet effet, une partie des crédits mis en réserve (7,2 Md€) pourra être annulée en tant que de besoin, suivant les évolutions des différents postes de dépense au cours de l'année. Les efforts effectués lors de la loi de finances pour la remise à niveau des dotations de dispositifs gérés par les organismes sociaux mais financés par l'État (minima sociaux, aides au logement, aide médicale, exonérations ciblées de charges sociales) permettront également de limiter des dépassements qui, les années antérieures, grevaient le déficit maastrichtien. Enfin, les retraitements comptables qui ont pesé sur le déficit 2007 seraient nettement moins élevés en 2008.

Pour ce qui concerne les dépenses sociales, la mise en œuvre des franchises médicales et l'effet en année pleine des mesures d'alerte décidées en 2007 par le Gouvernement permettront de tenir l'objectif réaliste de progression des dépenses d'assurance-maladie affiché dans la loi de financement de la sécurité sociale (+2,8%, après +4,2% en 2007). Les prestations chômage reculeraient de nouveau sous l'effet de la baisse du chômage.

La dépense des collectivités territoriales serait moins dynamique en 2008 qu'en 2007 sous l'influence de trois facteurs : d'abord, le cycle électoral communal, qui voit les dépenses d'investissement ralentir fortement l'année des élections et la suivante ; ensuite, l'indexation des dotations de l'Etat à l'inflation seule ; enfin, l'amélioration de la situation de l'emploi contribuera à la baisse du nombre de bénéficiaires du RMI.

Le taux de prélèvements obligatoires diminuerait à nouveau de 0,2 point pour atteindre 43,3 % du PIB. Cette baisse s'expliquerait essentiellement par la montée en puissance des mesures adoptées à l'occasion du vote de la loi du 21 août 2007.

En 2008, l'impact sur les recettes des administrations publiques de la révision à la baisse de la croissance serait limité. En effet, plusieurs recettes fiscales sont calculées sur des assiettes de 2007 qui sont restées dynamiques. Surtout, les cotisations sociales et les contributions sociales bénéficieraient de la poursuite des créations d'emplois.

En 2008, le solde structurel s'améliorerait ainsi de 0,3 point de PIB.

Après avoir réalisé son objectif de dette en 2007, le gouvernement maintient son objectif pour 2008 à 64,0 % du PIB fin 2008.

En 2009, le déficit public serait en baisse prononcée pour se réduire à 2,0 points de PIB.

L'année 2009 sera marquée par la poursuite des efforts de maîtrise de la dépense publique, qui s'inscrit dans la trajectoire du programme de stabilité, avec une évolution de la dépense publique limitée à environ 1% en euros constants.

Les dépenses de l'Etat continueraient d'évoluer à « zéro volume » sur un périmètre élargi, alors même que les dépenses inéluctables (pensions, charge de la dette, prélèvement sur recettes au profit de l'Union Européenne) s'accroissent assez rapidement. L'effort sans précédent nécessaire pour tenir cet objectif sera assuré par la mise en œuvre des recommandations émises dans le cadre de la Révision générale des politiques publiques. Le Conseil de modernisation des politiques publiques a déjà approuvé des réformes représentant environ 7 Md€ d'économies à l'horizon 2011. Les réformes d'organisation décidées vont permettre aux administrations de maintenir leur capacité à remplir leurs missions, tout en réduisant très significativement leur coût de fonctionnement ; cette nouvelle étape de la réforme de l'Etat permettra en particulier d'atteindre l'objectif de non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite. Plusieurs politiques – comme les aides aux entreprises, le ciblage des contrats aidés ou la politique du logement – vont également être recentrées sur leurs objectifs et publics prioritaires, afin que chaque dispositif public soit réellement utilisé au profit de ceux qui en ont le plus besoin.

Les administrations de sécurité sociale devront également participer à l'effort de maîtrise de la dépense publique. Un plan de réforme de l'assurance maladie permettra notamment de contenir l'évolution des dépenses. Les prestations d'assurance-chômage continueront de bénéficier de l'amélioration du marché de l'emploi.

Les dépenses des collectivités territoriales devraient ralentir plus nettement qu'en 2008, l'année 2009 se situant au point bas du cycle d'investissement communal. De plus, la poursuite de la baisse du chômage aurait de nouveau un effet favorable sur le nombre de bénéficiaires du RMI.

Les prélèvements obligatoires diminueraient toujours en 2009 pour atteindre 43,2% du PIB, sous l'effet des mesures passées (loi du 21 août 2007) et du triplement du crédit d'impôt recherche.

En 2009, le solde structurel s'améliorerait de 0,6 point de PIB.

La réduction du déficit à 2,0% du PIB, combinée à des cessions d'actifs non stratégiques, permettraient au ratio de dette de poursuivre sa décrue pour atteindre 63,2% du PIB fin 2009.

Principaux agrégats de finances publiques

En points de PIB	2007	2008	2009
Besoin de financement des administrations publiques	-2,7	-2,5	-2,0
Dépenses publiques	52,6	52,3	51,8
Prélèvements obligatoires	43,5	43,3	43,2
Dette publique	64,2	64,0	63,2

Décomposition du solde des administrations publiques par sous-secteurs

En points de PIB	2007	2008	2009
Administrations publiques	**-2,7**	**-2,5**	**-2,0**
État	-2,1	-2,3	-2,1
Organismes divers d'administration centrale	-0,1	0,1	0,1
Administrations publiques locales	-0,4	-0,3	-0,2
Organismes de sécurité sociale	-0,1	0,1	0,2

Variation du solde structurel

En points de PIB	2006	2007	2008	2009
Solde effectif	**-2,4**	**-2,7**	**-2,5**	**-2,0**
Solde structurel : variation annuelle	0,6	-0,2	0,3	0,6
Solde structurel : variation annuelle hors soultes	1,0	-0,1	0,3	0,6

Les tableaux prévisionnels

Tableau 1

Évolution des ressources et emplois des biens et services*

(En milliards d'euros et en indices)

	2006	2007 Prévision				2008 Prévision				2009 Prévision			
	Valeur aux prix courants	Indice de volume	Valeur aux prix n-1	Indice de prix	Valeur aux prix courants	Indice de volume	Valeur aux prix n-1	Indice de prix	Valeur aux prix courants	Indice de volume	Valeur aux prix n-1	Indice de prix	Valeur aux prix courants
Ressources													
						101,7				101 ¾			
Produit Intérieur Brut	1 792,0	101,9	1 825,8	102,2	1 866,4	102,0	1 900,9	101,8	1 935,4	102 ¼	1 974,2	101,6	2 005,1
Importations	507,0	104,1	527,5	100,9	532,4	102,7	546,6	103,1	563,6	104,1	586,5	101,2	593,7
TOTAL DES RESSOURCES	2 298,9	102,4	2 353,3	101,9	2 398,7	102,0	2 447,5	102,1	2 499,0	102,5	2 560,6	101,5	2 598,8
Emplois													
Dépenses de consommation des ménages	993,2	102,1	1 014,2	101,5	1 029,7	102,1	1 051,8	102,2	1 075,3	102,4	1 101,6	101,6	1 118,8
Dépenses de consommation des APU	423,7	101,4	429,5	101,9	437,6	101,4	443,9	102,2	453,6	100,8	457,1	101,6	464,3
Dépenses de consommation des ISBLSM	23,3	101,4	23,6	101,9	24,1	101,4	24,4	102,2	24,9	100,8	25,1	101,6	25,5
Formation brute de capital fixe	366,4	103,4	378,9	102,6	389,0	102,2	397,4	102,2	406,1	102,2	415,2	101,5	421,6
dont :													
Sociétés non financières et E.I.	186,9	105,1	196,4	102,5	201,4	103,1	207,6	102,0	211,8	104,1	220,5	101,5	223,8
Ménages hors E.I.	103,7	101,4	105,2	103,8	109,2	100,9	110,1	102,3	112,7	101,8	114,7	101,7	116,6
Sociétés financières	13,4	105,2	14,1	100,9	14,3	103,1	14,7	102,5	15,1	104,2	15,7	101,1	15,9
Administrations publiques	60,1	101,3	60,9	101,4	61,8	101,4	62,6	102,2	64,0	96,8	62,0	101,6	62,9
ISBLSM	2,3	101,3	2,3	101,4	2,3	101,4	2,4	102,2	2,4	96,8	2,3	101,6	2,4
Exportations	481,2	102,7	493,9	100,5	496,3	102,5	508,8	102,8	523,1	104,3	545,7	102,1	557,3
Objets de valeur	0,8	101,9	0,9	102,2	0,9	101,9	0,9	101,8	0,9	102,0	0,9	101,6	0,9
Variations de stocks	10,3		12,3		21,1		20,4		15,1		15,1		10,4
TOTAL DES EMPLOIS	2 298,9	102,4	2 353,3	101,9	2 398,7	102,0	2 447,5	102,1	2 499,0	102,5	2 560,6	101,5	2 598,8
dont :													
Demande totale hors stocks	2 288,6	102,3	2 341,0	101,6	2 377,6	102,1	2 427,1	102,3	2 483,9	102,5	2 545,6	101,7	2 588,4
Demande intérieure totale	1 817,8	102,3	1 859,4	102,3	1 902,4	101,9	1 938,8	101,9	1 976,0	102,0	2 015,0	101,3	2 041,4
Demande intérieure hors stocks	1 807,5	102,2	1 847,1	101,8	1 881,2	102,0	1 918,3	102,2	1 960,8	102,0	1 999,9	101,6	2 031,1

(*) Ces prévisions ont été faites sur la base du compte provisoire 2006 de l'Insee.

Tableau 2

Contributions à la croissance du PIB**

(Taux de croissance annuel moyen en %)

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007 Prévision	2008 Prévision	2009 Prévision
Contributions à la croissance du PIB (aux prix de l'année précédente)														
Dépenses de consommation des ménages	0,9	0,3	2,1	1,9	2,0	1,4	1,2	1,2	1,4	1,2	1,2	1,2	1,2	1,4
Dépenses de consommation des APU	0,5	0,3	-0,1	0,3	0,4	0,3	0,4	0,5	0,5	0,2	0,3	0,3	0,3	0,2
Formation brute de capital fixe totale	0,1	0,1	1,2	1,5	1,4	0,5	-0,3	0,4	0,7	0,8	0,7	0,7	0,5	0,5
dont : Sociétés non financières et EI	0,0	0,1	0,9	0,9	0,8	0,4	-0,3	0,0	0,4	0,3	0,4	0,5	0,3	0,4
Ménages hors EI	0,0	0,0	0,2	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,3	0,2	0,1	0,1	0,1
Sociétés financières	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Administrations publiques	0,0	-0,2	0,0	0,2	0,3	0,0	0,0	0,2	0,1	0,2	0,0	0,0	0,0	-0,1
Variations de stocks et objets de valeur	-0,8	0,3	0,8	-0,1	0,5	-0,4	-0,3	-0,3	0,6	0,0	0,2	0,1	0,0	0,0
Commerce extérieur	0,4	1,3	-0,5	-0,4	-0,3	0,1	0,0	-0,6	-0,7	-0,6	-0,4	-0,4	-0,1	0,0
dont : Exportations	0,8	3,0	2,1	1,2	3,3	0,7	0,4	-0,3	1,0	0,7	1,4	0,7	0,7	1,2
Importations	-0,5	-1,7	-2,7	-1,6	-3,6	-0,6	-0,5	-0,3	-1,7	-1,3	-1,8	-1,1	-0,8	-1,2
PIB	**1,1**	**2,2**	**3,5**	**3,3**	**3,9**	**1,9**	**1,0**	**1,1**	**2,5**	**1,7**	**2,0**	**1,9**	**1,7 - 2,0**	**1 ¾ - 2 ¼**

(**) La somme des contributions peut apparaître différente du total en raison des arrondis.

Tableau 3

Prix à la consommation en France

(Évolution des prix de détail par grands postes)

	Poids 2008 (en %)	2007		2008 Prévision		2009 Prévision	
		Glissement annuel (en %)	Moyenne annuelle (en %)	Glissement annuel (en %)	Moyenne annuelle (en %)	Glissement annuel (en %)	Moyenne annuelle (en %)
Alimentation	16,4	3,1	1,4	2,5	4,3	2,3	1,8
Manufacturés privés	31,6	0,4	0,0	0,0	0,2	1,3	0,8
Energie	7,9	10,6	1,7	0,5	7,4	0,9	0,9
Produits pétroliers	5,0	17,1	1,5	-0,7	10,3	0,0	0,0
Services	42,3	2,4	2,6	1,7	2,0	2,4	2,2
Loyers eau	7,4	3,4	3,5	2,6	2,7	2,5	2,6
Santé	5,1	1,8	2,4	0,2	1,0	2,9	2,3
Transports	2,4	2,3	1,5	0,2	1,0	2,5	1,7
Communications	3,0	-1,2	-0,2	-2,5	-1,8	1,1	-0,2
Autres services	24,5	2,7	2,7	2,4	2,5	2,4	2,4
Total hors tabac	**98,2**	**2,5**	**1,5**	**1,2**	**2,2**	**1,9**	**1,6**
Total	**100,0**	**2,6**	**1,5**	**1,2**	**2,2**	**1,9**	**1,6**
Total hors énergie	92,1	1,9	1,5	1,2	1,8	2,0	1,6
Sous-jacent	**61,4**	**1,8**	**1,5**	**1,4**	**1,8**	**1,9**	**1,6**

Tableau 4

Comptes des sociétés non financières

(Taux de croissance en valeur)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007 Prévision	2008 Prévision	2009 Prévision
COMPTE D'EXPLOITATION										
Emplois										
Rémunération des salariés	6,2	5,2	4,2	2,8	3,9	3,2	4,1	4,6	4,6	4,5
dont : Salaires bruts	7,2	5,7	4,4	2,7	4,2	3,3	4,3	4,7	5,0	4,5
Cotisations sociales employeurs	3,4	3,7	3,6	3,3	2,9	2,9	3,4	4,4	3,2	4,6
Impôts liés à la production et à l'importation	1,3	2,0	3,4	1,7	7,5	7,6	3,3	4,6	1,8	4,2
Excédent brut d'exploitation	6,1	5,2	1,1	3,9	3,5	1,2	4,8	1,4	2,6	3,8
Ressources										
Valeur ajoutée	6,2	4,8	3,2	3,0	4,0	2,8	3,7	3,7	4,0	4,3
Subventions d'exploitation	-19,8	28,2	2,6	10,6	0,9	3,8	48,1	0,5	-5,9	1,0
COMPTE DE REVENU										
Emplois										
Revenus de la propriété et de l'entreprise (1)	21,9	8,6	4,5	5,8	12,0	8,9	11,4	9,3	5,7	4,9
dont : intérêts effectifs	36,5	22,0	-9,2	-4,4	-4,8	2,2	10,7	16,7	6,2	-0,5
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine (1)	5,7	16,9	-15,1	-11,2	9,0	13,5	33,6	2,6	5,5	3,9
Revenu disponible brut	-1,7	5,2	-5,7	7,7	-3,6	-5,0	-10,4	-2,8	-2,2	4,8
Ressources										
Revenus de la propriété et de l'entreprise	21,3	13,5	-4,8	6,3	12,4	9,7	10,1	10,8	5,9	5,2
Excédent brut d'exploitation	6,1	5,2	1,1	3,9	3,5	1,2	4,8	1,4	2,6	3,8
COMPTE DE CAPITAL										
FBCF	12,1	5,2	-2,7	0,0	6,5	4,4	7,2	7,8	5,2	5,6
Variation de stocks (2)	12,9	6,0	0,9	-1,5	1,8	7,0	11,3	20,8	14,7	10,0
Besoin de financement (2)	-28,4	-22,9	-20,9	-17,7	-24,7	-49,4	-73,4	-98,4	-102,9	-105,3

(1) L'évolution, en 2006, est impactée par la suppression de l'avoir fiscal. Au total, cependant, cette suppression est neutre sur le revenu disponible brut des entreprises.

(2) En milliards d'euros.

Tableau 5

Ratios caractéristiques des résultats d'entreprise

(Part dans la valeur ajoutée en %)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007 Prévision	2008 Prévision	2009 Prévision
REMUNERATION DES SALARIES										
Entreprises non financières (SNF-EI)	58,2	58,2	58,8	58,9	58,9	59,2	59,4	59,8	60,1	60,2
Sociétés non financières	64,6	64,8	65,4	65,3	65,3	65,5	65,8	66,3	66,7	66,8
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (TAUX DE MARGE)										
Entreprises non financières (SNF-EI)	38,1	38,5	37,8	37,9	37,6	37,1	37,6	37,1	36,7	36,5
Sociétés non financières	31,2	31,3	30,7	31,0	30,8	30,3	30,7	30,0	29,6	29,4
INTERETS EFFECTIFS VERSES										
Sociétés non financières	9,2	10,7	9,4	8,7	8,0	8,0	8,5	9,6	9,8	9,3
IMPOTS COURANTS SUR LE REVENU ET LE PATRIMOINE										
Sociétés non financières	4,0	4,5	3,7	3,2	3,3	3,7	4,7	4,7	4,8	4,7
EPARGNE BRUTE										
Sociétés non financières	16,5	16,6	15,2	15,9	14,7	13,6	11,7	11,0	10,3	10,4

Tableau 6

Ratios caractéristiques de l'accumulation du capital

(En %)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007 Prévision	2008 Prévision	2009 Prévision
TAUX D'INVESTISSEMENT (1)										
Entreprises non financières (SNF-EI)	18,3	18,3	17,3	17,0	17,3	17,6	18,1	18,7	18,9	19,2
Sociétés non financières	19,7	19,8	18,7	18,2	18,6	18,9	19,5	20,3	20,5	20,8
TAUX D'AUTOFINANCEMENT des Sociétés non financières										
au sens strict (2)	83,8	83,7	81,1	87,4	79,1	72,0	60,1	54,2	50,4	50,0
au sens large :										
Hors stocks (3)	90,1	89,5	86,9	86,7	84,7	73,4	63,9	58,3	55,0	54,0
Y compris stocks (4)	82,6	86,1	86,3	87,6	83,7	70,4	60,0	52,5	51,2	51,6

(1) Investissement/Valeur ajoutée.
(2) Épargne brute/FBCF.
(3) (Épargne brute+transferts nets en capital)/FBCF.
(4) (Épargne brute+transferts nets en capital)/(FBCF+variations de stocks).

Tableau 7

Comptes des ménages

(Taux de croissance annuels en valeur)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007 Prévision	2008 Prévision	2009 Prévision
COMPTE DE REVENU										
Ressources										
Salaires bruts	6,2	4,9	4,3	2,5	3,7	3,3	3,8	4,6	4,0	3,5
- Cotisations sociales salariales	5,0	5,2	6,0	3,7	3,8	4,4	5,2	2,3	2,9	3,8
Salaires nets	6,3	4,9	4,1	2,3	3,6	3,1	3,6	4,9	4,2	3,4
Revenu mixte	3,5	8,1	1,4	-0,3	2,2	1,3	5,6	4,8	3,9	3,6
Exédent Brut d'Exploitation	7,8	5,8	3,1	4,6	5,9	6,6	7,8	6,2	5,4	4,7
Prestations sociales brutes	2,5	3,8	5,5	4,1	4,5	4,3	3,6	3,5	3,7	4,0
Revenus de la propriété (1)	10,2	6,2	-1,6	1,2	6,7	3,6	3,3	7,2	4,6	3,8
Autres ressources	8,2	8,9	6,0	1,1	0,8	2,8	2,9	1,7	2,9	2,0
Emplois										
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine (1)	4,4	2,5	-0,4	3,3	3,0	5,9	2,4	1,9	3,5	3,0
Intérêts et loyers des terrains et gisements (1)	17,6	21,9	-14,1	-10,4	2,4	-0,4	12,3	21,2	6,6	0,0
Autres emplois	5,0	8,9	3,1	4,0	1,3	2,8	3,3	3,3	3,3	3,6
REVENU DISPONIBLE BRUT	**5,7**	**5,1**	**4,7**	**2,7**	**4,5**	**3,5**	**4,3**	**4,9**	**4,2**	**3,9**
dont : Dépenses de consommation	6,0	4,3	3,3	4,0	4,5	4,1	4,0	3,7	4,4	4,0
Epargne Brute	4,6	10,0	11,9	-3,9	4,4	0,3	5,7	11,6	3,3	2,9

(1) L'évolution, en 2006, est impactée par la suppression de l'avoir fiscal. Au total, cependant, cette suppression est neutre sur le revenu disponible brut des ménages.

Tableau 8

Salaires et pouvoir d'achat

(Taux de croissance moyen annuel)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007 Prévision	2008 Prévision	2009 Prévision
SALAIRES										
Salaires bruts reçus par les ménages (1)	6,2	4,9	4,3	2,5	3,7	3,3	3,8	4,6	4,0	3,5
Salaire moyen annuel par tête (2)	3,2	2,0	3,2	2,5	4,0	3,2	3,3	3,2	3,7	3,2
VARIATIONS EN POUVOIR D'ACHAT										
Prix à la consommation des ménages (IPC)	1,7	1,7	1,9	2,1	2,1	1,8	1,6	1,5	2,2	1,6
Pouvoir d'achat du salaire moyen par tête (3)	1,5	0,3	1,3	0,4	1,8	1,3	1,7	1,7	1,4	1,6
POUVOIR D'ACHAT DU RDB (4)	**3,4**	**3,4**	**3,6**	**0,8**	**2,6**	**1,7**	**2,3**	**3,3**	**2,0**	**2,3**

(1) Ensemble de l'économie.
(2) Branches marchandes non agricoles (EB-EP).
(3) Calculé avec le prix à la consommation des ménages.
(4) Calculé avec le déflateur de la consommation des ménages.

Tableau 9

Taux d'épargne des ménages

(En %)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007 Prévision	2008 Prévision	2009 Prévision
Taux d'épargne global (1)	15,1	15,8	16,9	15,8	15,8	15,3	15,5	16,5	16,3	16,2
Taux d'épargne financière (2)	6,7	6,9	8,0	6,6	6,2	5,5	5,4	6,3	6,2	6,0
Taux d'épargne non financière	8,4	8,9	8,9	9,2	9,6	9,8	10,1	10,2	10,1	10,2

(1) Taux d'épargne global : épargne brute/revenu disponible brut.
(2) Taux d'épargne financière : capacité de financement/revenu disponible brut.

Tableau 10

Évolution du commerce extérieur de la France

(En milliards d'euros)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007 Prévision	2008 Prévision	2009 Prévision
Total CAF-FAB	-13,3	-7,1	-3,4	-6,9	-19,1	-36,3	-42,8	-55,0	-60,7	-56,7
dont :										
Produits agro-alimentaires	9,4	7,4	8,3	8,4	7,9	7,6	8,7	9,1	12,2	15,3
Energie	-23,4	-22,8	-21,4	-22,8	-28,6	-38,3	-46,6	-45,6	-54,4	-53,1
Industrie	0,7	8,3	9,7	7,5	1,6	-5,7	-4,9	-18,5	-18,6	-19,0
Total FAB-FAB	-4,2	0,5	5,2	1,1	-4,8	-23,0	-28,5	-39,3	-44,0	-39,0
(en % du PIB)	(-0,3)	(0,0)	(0,3)	(0,1)	(-0,3)	(-1,3)	(-1,6)	(-2,1)	(-2,3)	(-1,9)

Tableau 11

Produit intérieur brut des pays industrialisés

(Taux de croissance annuel en %)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007 Prévision	2008 Prévision	2009 Prévision
France	3,9	1,9	1,0	1,1	2,5	1,7	2,0	1,9	1,7 - 2,0	1 ¾ - 2 ¼
Allemagne	3,2	1,2	0,0	-0,2	1,1	0,8	2,9	2,5	1,6	1,7
Royaume-Uni	3,8	2,4	2,1	2,8	3,3	1,8	2,9	3,1	2,0	2,2
Italie	3,6	1,8	0,5	0,0	1,5	0,6	1,8	1,7	0,8	1,1
Belgique	3,7	0,8	1,5	1,0	3,0	1,7	2,8	2,7	1,5	1,8
Pays-Bas	3,9	1,9	0,1	0,3	2,2	1,5	3,0	3,5	2,8	2,0
Espagne	5,0	3,6	2,7	3,1	3,3	3,6	3,9	3,8	2,7	2,3
UE à 15	3,8	1,9	1,1	1,2	2,3	1,7	2,8	2,6	1,8	1,9
Zone Euro	3,8	1,9	0,9	0,8	2,1	1,6	2,8	2,6	1,8	1,9
Zone Euro hors France	3,8	1,9	0,9	0,7	2,0	1,6	3,0	2,8	1,7	1,8
Etats-Unis	3,7	0,8	1,6	2,5	3,6	3,1	2,9	2,2	1,5	1,5
Japon	2,9	0,2	0,3	1,4	2,7	1,9	2,4	2,0	1,1	1,2
OCDE	4,0	1,1	1,6	1,9	3,1	2,6	3,1	2,4	1,6	1,6

Données 1999-2006 issues de comptes annuels, non cjo.
Données 2007-2009 issues de comptes trimestriels, cjo-cvs (données trimestrielles pour 2007, prévisions DGTE pour 2008 et 2009).
Données 1999-2006 OCDE : sources perspectives économiques n°82.

Tableau 12

Prix à la consommation des pays industrialisés (1)

(Taux de croissance annuel en %)

	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007 Prévision	2008 Prévision	2009 Prévision
France	1,7	1,7	1,9	2,1	2,1	1,8	1,6	1,5	2,2	1,6
Allemagne	1,4	1,9	1,4	1,0	1,8	1,9	1,8	2,3	2,8	2,1
Royaume-Uni	0,8	1,2	1,4	1,3	1,4	2,0	2,3	2,1	2,5	1,9
Italie	2,6	2,3	2,6	2,8	2,3	2,2	2,2	2,0	2,7	1,9
Belgique	2,7	2,4	1,6	1,5	1,9	2,5	2,3	1,8	2,8	1,5
Pays-Bas	2,3	5,1	3,9	2,2	1,4	1,5	1,7	1,6	1,9	2,0
Espagne	3,5	2,8	3,6	3,1	3,1	3,4	3,6	2,8	3,6	2,5
Zone Euro	2,1	2,4	2,3	2,1	2,1	2,2	2,2	2,1	2,8	2,0
Etats-Unis	3,4	2,8	1,6	2,3	2,7	3,4	3,2	2,9	4,0	2,1
Japon	-1,1	-1,1	-1,4	-0,9	-0,7	-0,8	-0,3	-0,5	0,3	0,6

(1) IPC pour la France et les États-Unis, IPCH pour la zone euro et les autres pays de la zone euro, déflateur de la consommation privée pour le Japon.

Sources : Eurostat, Sources nationales, DGTPE.

Tableau 13

Comparaison des prévisions des Perspectives économiques 2008-2009 avec celles du consensus du groupe technique de la Commission Économique de la Nation

	MINEFI avr-08		Moyenne des prévisions du Groupe Technique de la CEN avr-08	
	2008	2009	2008	2009
International				
Prix du pétrole ($ / baril)	99	100	95	91
Taux de change euro / $	1,53	1,54	1,50	1,43
Croissance du PIB				
Etats-Unis	1,5	1,5	1,2	1,8
Japon	1,1	1,2	1,3	1,7
Zone euro	1,8	1,9	1,5	1,7
Allemagne	1,6	1,7	1,5	1,7
Prix à la consommation de la zone euro	2,8	2,0	2,8	2,0
France				
PIB	1,7-2,0	1 ¾ - 2 ¼	1,6	1,7
Demande intérieure hors stocks	2,0	2,0	1,8	1,9
Dépense de conso. des ménages	2,1	2,4	1,9	2,0
Dépense de conso. finale des APU	1,4	0,8	1,2	1,4
FBCF totale	2,2	2,2	2,1	2,0
Sociétés et EI	3,1	4,1	2,6	2,5
Ménages hors EI	0,9	1,8	1,2	0,8
Variations de stocks (contribution)	0,0	0,0	-0,1	-0,1
Exportations nettes (contribution)	-0,1	0,0	-0,1	-0,2
Exportations	2,5	4,3	1,9	3,1
Importations	2,7	4,1	2,3	3,4
Emploi salarié marchand (moyenne annuelle)	1,2	1,1	0,9	0,8
Prix à la consommation (moyenne annuelle)	2,2	1,6	2,6	1,9
Prix à la consommation (glissement annuel)	1,2	1,9	1,9	1,9
Déflateur du PIB (moyenne annuelle)	1,8	1,6	2,0	1,9
Pouvoir d'achat du salaire moyen par tête(m.annuelle)	1,4	1,6	0,5	1,1
Pouvoir d'achat du revenu disponible brut	2,0	2,3	1,7	1,9
Taux d'épargne des ménages (en %)	16,3	16,2	15,6	15,4
Capacité de fin. des APU (en points de PIB)	-2,5	-2,0	-3,0	-2,9